



CCIG info

Bulletin d'information de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Commerce international

La CCIG est partenaire de la 11^e édition des Assises de la Transformation Digitale en Afrique.

► PAGE 4

Déjeuner à la CCIG

Rencontre privilégiée avec la Maire de la Ville de Genève autour des défis rencontrés par Genève.

► PAGE 5

Commerce de détail

Une sympathique campagne de promotion de ce secteur-clé de l'économie genevoise est en cours: Cekelenô.

► PAGE 6

PRÉVOYONS ENSEMBLE LA PÉRENNITÉ ET LA TRANSMISSION DE VOTRE ENTREPRISE

N°1 en Suisse | 2'000 produits | 20 agences | 1'000 transactions par an
T.022 700 22 22 | www.remicom.com | pme@remicom.com

REMI(COM)

LOCAUX COMMERCIAUX - COMMERCE - ENTREPRISES

Marché du travail

La pénurie de personnel, un problème, mais pas une fatalité !



Inscrite dans un nouveau cycle d'événements, « EnGEux d'actu: en quête de solutions », une table ronde intitulée « La pénurie de main-d'œuvre: entre structure et conjoncture, quels remèdes ? » a permis d'apporter un éclairage sur les mécanismes de l'offre en la matière.



Les intervenants, de gauche à droite: Fabrice Schoch, directeur du Service employeurs à l'Office cantonal de l'emploi, Nathalie Brodard (Brodard Executive Search), Laurence Monnard (réalise), Gilles Miserez (OFPC) et la modératrice, Alexandra Rys (CCIG).

entreprise faisaient anticiper cette pénurie. Si elle existe de longue date dans professions MINT¹, la pandémie l'a fait exploser dans des secteurs tels que l'hôtellerie-restauration. La table ronde sur ce sujet d'actualité a apporté des éléments de réponses avec des experts locaux du marché du travail.

Le professeur **Giovanni Ferro-Luzzi**, directeur de l'institut de recherche appliquée en économie et gestion (IREG), a posé le cadre du contexte. « En 2017, ce qui préoccupait l'économie était l'embauche de frontaliers et l'industrie 4.0, alors qu'en 2022, il s'agit de l'émergence de nouveaux métiers. Les économistes pessimistes

les perçoivent comme une menace, les optimistes comme un progrès ». S'agissant du chômage à Genève, il rappelle que celui-ci est plus élevé à Genève que dans le reste de la Suisse car les demandeurs d'emploi du bassin genevois restent sur place plutôt que d'aller voir ailleurs, cette région restant la plus attractive; par ailleurs, la France voisine ou le canton de Vaud souffrent également d'un manque de personnel, qui freinent une mise à disposition de main-d'œuvre introuvable à Genève.

Déficit de places d'apprentissage

« Il y a en Suisse une différence intercantonale du ratio d'apprentis

qui interpelle », fait remarquer d'entrée **Gilles Miserez**, directeur de l'Office d'orientation et de formation professionnelle et continue (OFPC). À Genève, on a célébré 3000 lauréats lors de la cérémonie de remise des diplômes à l'Arena, alors qu'il y aurait dû en avoir 12 000, puisque, en Suisse, 4.5 % des places de travail sont en moyenne occupées par des apprentis (à Genève ce chiffre s'élève à 1.6%)! « En réalité, la responsabilité de la formation professionnelle duale en Suisse repose essentiellement sur l'économie et non sur l'Etat », rappelle-t-il.

Le fait est que l'économie ne forme pas assez d'apprentis. Heureuse-

Au premier trimestre 2022, la pénurie de main-d'œuvre a atteint des records en Suisse, avec plus de

100 000 places vacantes enregistrées. La courbe démographique et les changements structurels en

¹ Mathématiques, informatique, sciences naturelles, technologie

suite page 2



Un nouveau départ pour relever vos défis

Dès janvier 2023, Le Temps SA crée sa propre régie dédiée au marché publicitaire romand.

Nous serons à vos côtés pour répondre à vos besoins de communication dans «Le Temps» papier ou numérique.

Prenez rendez-vous dès aujourd'hui avec notre équipe afin de planifier au mieux vos campagnes 2023.



Le Temps SA
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
publicite@letemps.ch
022 575 80 50

LE TEMPS

ALEXANDRA RYS
Directrice communication



Retrouver le réflexe de l'apprentissage

Parmi ses nombreuses conséquences, la pandémie de coronavirus a généré une pénurie de main d'œuvre dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, en particulier. Si tout un chacun a pu en faire l'expérience, à la faveur, par exemple, d'horaires d'ouverture restreints de son bistrot favori, cette pénurie ne doit pas faire oublier que, depuis plus de dix ans maintenant, notre pays enregistre un déficit de personnes formées dans les secteurs techniques, en informatique notamment.

Ce problème est critique pour un pays qui ne jouit pas de réserves de matières premières et qui repose sur les compétences des hommes et des femmes pour créer de la valeur économique. Certes, il est toujours possible d'importer de la main d'œuvre qualifiée. Genève en sait quelque chose, elle qui compte un peu plus de 330 000 emplois pour une population active de quelque 236 000 personnes, soit 3 emplois pour 2 personnes. Cette situation reflète sa fonction de « métropole » au sein de l'agglomération franco-valdo-genevoise, comme la CCIG l'avait démontré dans son étude « Le 'Grand Genève': centre urbain et pôle métropolitain », il y a dix ans déjà. Ce constat posé, il s'agit aujourd'hui de trouver des remèdes au manque de talents, car le vieillissement de la population ne va qu'aggraver cette pénurie.

Dans ce contexte, il est indispensable de donner un coup de « boost » à la formation professionnelle duale. Comme le rappelait Gilles Miserez, directeur général de l'OFPC*, lors des « EnGEUX d'actu » du mois de septembre (cf. article en pages 1, 2 et 3), celle-ci, en vertu du modèle suisse de la formation, est en premier lieu du ressort des entreprises elles-mêmes. Or, le fait est qu'elles ne forment pas assez: il y a quatre fois moins d'apprentis à Genève que dans les autres cantons.

S'il faut des entreprises formatrices, il faut aussi des jeunes qui soient tentés par l'apprentissage. Malheureusement, à Genève, celui-ci passe encore trop souvent pour un pis-aller, que ce soit auprès de parents ou de certains membres du corps enseignant du secondaire 1. Quelle erreur! L'apprentissage est un formidable tremplin pour une carrière variée et dynamique. De plus, Genève offre de nombreuses passerelles entre les formations, si bien qu'un apprentissage peut mener à tout, y compris à des études académiques. Mais il mène d'abord à un emploi. Il y a pire, comme perspective d'avenir, non?

* Office d'orientation et de formation professionnelle et continue

ÉDITORIAL

► suite de la page 1

ment qu'il existe également une formation professionnelle en école. Tous les jeunes qui souhaitent faire un apprentissage trouvent une place et certaines restent même ouvertes. À l'inverse, dans certains secteurs, il y a 15 à 20 candidats apprentis pour une seule place. Pour Gilles Miserez, il existe un corollaire évident entre pénurie de personnel et pénurie de places d'apprentissage; et de souligner que l'ouverture-même du système suisse – avec ses nombreuses passerelles entre différents types et niveaux de formation – fait que l'apprentissage est également une voie tout à fait adaptée aux métiers MINT. Il rappelle au passage que le taux de chômage le plus faible est enregistré parmi la population détentrice d'un certificat professionnel, additionné d'une formation supérieure (brevet, diplôme): « C'est le top en matière d'employabilité », dit-il. Fondatrice et CEO de la société Brodard Executive Search, Nathalie Brodard relève que le « snobisme » auquel fait face l'apprentissage est l'un des facteurs expliquant le peu d'engouement dont ce cursus jouit à Genève.

LE VŒU DE GILLES MISEREZ:
« TRIPLER LES EFFECTIFS D'APPRENTISSAGE À GENÈVE ET DÉVELOPPER LA FORMATION CONTINUE EN ENTREPRISE »

« Sur le marché du travail, l'Office cantonal de l'emploi (OCE) arrive en fin de parcours et on a hélas peu de chômeurs à proposer aux entreprises dans certains secteurs », relève Fabrice Schoch, directeur de son Service employeurs. L'hôtellerie-restauration est le domaine où il est le plus difficile de faire correspondre les demandes d'emploi avec les postes vacants, que ce soit parce que les personnes ne souhaitent pas travailler dans ce secteur, difficile, ou parce qu'elles désirent un temps partiel. L'OCE discute actuellement des moyens

de revaloriser ces métiers avec les associations professionnelles de branche.

LE VŒU DE LAURENCE MONNARD: « CHANGER L'ASSURANCE-CHÔMAGE AFIN D'INVESTIR EN AMONT POUR LES MÉTIERS DE DEMAIN »

Recruter en fonction des compétences plutôt que des diplômes

« En Suisse, on a un côté assez classique, où l'on a des cases et on remplace une brique par une brique », dit Laurence Monnard, membre de la coordination de l'association réalise. Ceux qui n'ont pas le diplôme requis sont écartés d'office. « Il faut inventer d'autres modèles de recrutement, non plus seulement basés sur la qualification certifiante, mais sur les compétences humaines ». Pour Gilles Miserez, il est important d'avoir un modèle qui permette de reconnaître les compétences des personnes; c'est, par exemple, ce que fait le Service de formation d'adultes de Genève, qui en accueille près de mille par année.

Le Service employeurs de l'OCE, pour sa part, cherche à mettre en adéquation les compétences demandées pour un poste avec celles issues de l'expérience passée du demandeur d'emploi. Pour cela, l'OCE propose un site basé sur un référentiel de compétences européen, ricrac.ch. Fabrice Schoch rappelle par ailleurs qu'à l'époque de la pénurie d'opérateurs horlogers, une démarche similaire avait été mise en place par l'Etat: les compétences avaient été identifiées et une formation de six mois organisée, suivie d'une année en entreprise. La démarche, qui avait fait appel à des partenaires privés dans la manufacture horlogère, la formation et le placement de personnel, avait contribué à sortir des personnes du chômage, à les former et à répondre au besoin des entreprises de la branche.

Promouvoir la formation continue

Laurence Monnard suggère que « la formation continue en entreprise prene plus de place que celle dite initiale ». Mais avec l'âge, ce cursus peut aussi se révéler laborieux sans que l'efficacité opérationnelle soit assurée; réalise plaide pour des formations continues plus courtes et plus pragmatiques. Dans ce sens, l'association a participé à la co-construction d'une formation pratique intitulée « Manœuvre ta relève » (voir encadré en page 3) qui mise d'abord sur les compétences humaines plutôt que certifiantes.

Nathalie Brodard rebondit: « Pour une micro-entreprise, il n'est pas facile de laisser un employé aller se former, alors que la boîte doit tourner ». Elle constate aussi que la pénurie de main-d'œuvre est aggravée par la concurrence entre entreprises: « C'est rageant, car souvent un stagiaire formé par une entreprise est récupéré par l'un de ses concurrents voisins qui peut lui offrir de meilleures conditions ».

LE VŒU DE FABRICE SCHOCH:
« AVOIR DAVANTAGE DE FLEXIBILITÉ DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE FÉDÉRALE POUR METTRE EN PLACE DES PROGRAMMES RÉGIONAUX »

Dans cette optique, elle pense que la constitution de « duos intergénérationnels » entre un jeune et un senior peut être intéressante pour la transmission des savoirs. De surcroît, un tel duo favorise le maintien en emploi des seniors: « Le rapport est gagnant-gagnant », dit Nathalie Brodard, qui note au passage « qu'un changement de mentalité s'opère: les seniors sont davantage perçus par les recruteurs comme loyaux et fidèles, alors que les jeunes, plus exigeants, provoquent un gros turn over ».

► suite page 3



Pour votre entreprise...

l'occasion de faire un geste
auquel vos collaborateurs
seront sensibles

information
022 830 00 50



fsmo.ch
secours aux orphelins et aux enfants d'invalides

Gilles Miserez en profite pour rappeler que la Fondation pour la formation professionnelle et continue (FFPC), constituée paritairement, soutient financièrement les entreprises genevoises qui permettent à leurs employés de se former à une AFP² ou un CFC³, en prenant en charge tout ou partie de la perte de gain générée pendant leur temps de formation. Ce type d'outil est malheureusement trop peu connu.

LE VŒU DE NATHALIE BRODARD: « AMPLIFIER LES DUOS INTERGÉNÉRATIONNELS JEUNE-SENIOR, QUI CRÉENT UN RAPPORT GAGNANT-GAGNANT »

Les soft skills au secours de la formation aux nouveaux métiers

En réponse à un participant observant que de nombreux diplômés certifiaient davantage des compétences d'ingénierie plutôt que des pratiques manuelles, Gilles Miserez a cité le CFC de monteur de panneaux solaires, programmé pour 2024, sous l'impulsion d'associations professionnelles. Les plans d'études n'étant révisés que tous les cinq ans, la synchronisation entre formation et économie souffre de ce rythme: « Les cycles de travail se raccourcissent rapidement, il faut

peut-être ramener le cycle de révision à trois ans », estime Laurence Monnard.

Fabrice Schoch, pour sa part, relate que son service est précisément en train d'étudier comment pallier l'absence de formation en photovoltaïque en mettant sur pied, avec des partenaires privés ou publics, une formation pour des personnes actuellement sans emploi. « Nous sommes très attentifs au besoin du marché, dit-il, et c'est notre rôle d'être en contact avec les associations faitières et les entreprises. »

Gilles Miserez souligne que les compétences sociales sont essentielles pour évoluer et suivre des programmes de formation continue. En effet, il faut avoir la capacité d'apprendre, avec d'autres corps de métier: « Un électricien n'a pas forcément appris à monter sur un toit », image-t-il. Il s'agit d'apprendre selon une approche par projet, méthodologie qui fait son entrée dans les programmes pédagogiques. Laurence Monnard remarque que, si l'on veut s'appuyer sur les soft skills, il faut réinventer les méthodes de recrutement, car on ne peut pas identifier ces compétences-là sur la base des CV traditionnels. Des vœux qui pourront peut-être se réaliser, moyennant un peu de patience. ■

« Manœuvre ta relève »: une nouvelle approche du recrutement

Sous son intitulé humoristique, « Manœuvre ta relève » cache une intention sérieuse, celle d'intégrer au monde du travail des candidats peu ou pas diplômés, souvent écartés du marché de l'emploi. Cette formation innovante dans les métiers du gros œuvre genevois (6000 employés dans le canton) est issue d'un partenariat public-privé. L'Hospice général et l'association réalisent collaborent depuis février 2022 avec des entreprises du bâtiment (qui financent l'essentiel du projet) afin de pallier l'actuelle pénurie de main-d'œuvre de faible qualification. La première volée a fini son cursus en début d'été, deux autres suivront.

En l'absence de certification, cette formation met davantage en avant les compétences humaines (soft skills) des candidats. « Nous créons aussi un cercle vertueux, qui arrange le sans emploi en quête de confiance et l'employeur en manque de personnel motivé », ajoute le directeur de réalisation Jérôme Despont. « L'Hospice général compte notamment dans ses rangs 3000 migrants qui, pour la plupart, ne demandent qu'à travailler », relève Yasmine Praz Dessimoz, sa directrice de l'Action sociale. Pour Eric Biesel, directeur de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) Genève, « l'intention n'est pas seulement d'offrir un stage en entreprise, mais d'intégrer le candidat qui aura fait ses preuves de façon pérenne ». Le profil actuel de celui-ci est essentiellement masculin, âgé entre 20 et 40 ans. En cas de succès, un projet similaire en transition énergétique pourrait être lancé prochainement dans le second œuvre.



La première volée et les partenaires du projet.

Marchés publics

La numérisation vient en aide aux marchés publics



Comment accéder aux marchés publics? C'est une question qui intéresse au premier plan nombre d'entreprises du Grand Genève, qui pourtant en connaissent souvent mal les pratiques et hésitent alors à se lancer. La Table Ronde du Grand Genève qui s'est récemment tenue a apporté quelques clés.

Jusqu'alors en retard par rapport à la Suisse, la France dispose désormais du site APPROCH sur lequel les entreprises peuvent consulter les marchés liés aux collectivités publiques du pays, mais leur publication se fait encore dans les organes de presse agréés. Par ailleurs, « un seul code des marchés publics s'applique depuis 2019 », a relevé Julie Maraux, directrice générale adjointe d'Annamasse Agglo. L'anonymat est garanti, mais dans une volonté de transparence, chacun peut accéder aux processus d'offres écrites. La France prévoit une retenue de garantie du soumissionnaire et de courts délais de paiement afin de protéger l'adjudicateur. Et la dématérialisation des démarches a accéléré le proces-

sus. À noter que l'adjudicataire peut obtenir des avances financières pour commencer l'exécution de travaux.

Plusieurs types de marchés publics

La Suisse dispose d'une plateforme unique de démarches, SIMAP.ch. On y dénombre quatre types de marchés publics: ouvert, sélectif, sur invitation et de gré à gré. « C'est avant tout le code des obligations qui prévaut. Et les entreprises sont responsables de leurs actes » a souligné Marc Rädler, secrétaire général adjoint de la Fédération genevoise des métiers du bâtiment.

Les marchés publics de la Confédération (comme ceux de La Poste ou des CFF) doivent être passés selon les règles de la Loi sur les marchés publics (LMP). Les marchés publics des cantons et des communes sont soumis aux conditions de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP). Il est toutefois à

noter que chaque canton est souverain et peut décider d'adhérer ou non à cet accord. Le dernier en date, conclu fin 2019, est actuellement en train d'être adopté par les cantons; c'est déjà le cas pour Vaud mais Genève n'a pas encore entamé le processus et Berne pourrait ne pas y adhérer. Si les cantons ne peuvent pas déroger à l'AIMP une fois celui-ci adopté, ils peuvent néanmoins ajouter des dispositions qui leur sont propres.

La RSE de plus en plus requise

En plus du coût, l'adhésion à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) fait désormais partie des critères incontournables, bien qu'ils ne soient souvent pas applicables en l'état. Dans un marché transfrontalier se pose la question des travailleurs détachés. Il y a une obligation d'annonce et de respect du droit du travail helvétique, même si le contrat de travail est français. Cela passe par les conventions collectives avec ses salaires minimaux exigés. Mieux vaut les respecter, faute de quoi les sanctions peuvent être lourdes.

Enfin, attention au vocabulaire qui diffère de part et d'autre de la frontière. Par exemple un mandat en Suisse correspond au marché public, mais est un type de contrat côté français. ■

Marchés publics en France: projets-achats.marches-publics.gouv.fr
Marchés publics en Suisse: simap.ch

Pour renforcer les potentiels de son entreprise, le Bilan Santé PME

Avec ce nouveau service proposé par la CCIG, les PME peuvent évaluer leurs forces et leurs vulnérabilités.

En quatre heures, la démarche permet de faire le point et de bénéficier de recommandations sur les cinq points névralgiques:

Organisation | Stratégie | Finances | Capital humain | Positionnement

Pour en savoir plus: www.ccig.ch/bilan-sante-pme

Bilan Santé
PME

CCIG
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève



² Attestation de formation professionnelle ³ Certificat fédéral de capacité

Commerce international

L'avenir du numérique africain discuté à Genève



Confiance, souveraineté et inclusion pour l'Afrique seront au cœur des débats des prochaines Assises de la Transformation Digitale en Afrique (ATDA). Celles-ci tiendront leur 11^e édition à Genève, en partenariat avec la CCIG, les 15 et 16 décembre 2022.

Sous l'acronyme ATDA se cache l'une des plateformes de collaboration les plus ambitieuses du moment. Des Assises qui rassemblent des acteurs économiques et politiques panafricains bien sûr, mais également des autres continents. Après neuf éditions tenues à Paris et une dixième à Marrakech, la prochaine aura pour cadre le Centre

international de conférences de Genève (CICG). À noter qu'à l'avenir, la tenue du Congrès alternera entre l'Afrique et l'Europe. Pour ses organisateurs, le choix de la Cité de Calvin vise à la fois à rapprocher l'Afrique – en pleine croissance – et la Genève internationale, ainsi qu'à promouvoir l'innovation. Les paiements par téléphone sont, pour rappel, nés sur le continent africain...

« Notre idée est de créer un *new deal* entre tous les acteurs du digital et de repenser la façon de coopérer », a fait comprendre sur Léman Bleu TV en avril dernier le fondateur des ATDA **Mohamadou Diallo**, qui souhaite que les Assises prennent une tournure plus entre-

preneuriale. Plus de deux tiers des financements dans le domaine du numérique proviennent de pays anglo-saxons contre un tiers pour ceux de la francophonie. Un fossé qu'aimeraient bien combler les Assises à terme. Parmi les thématiques abordées, on trouve l'éducation, la santé, la souveraineté numérique et la souveraineté alimentaire (60 % des terres arables de la planète se situent en Afrique !). « Sur la question digitale, il faudra surtout que la gestion des données ne soit pas traitée hors d'Afrique, mais dans le pays d'origine, pour éviter qu'il n'arrive la même chose qu'avec les matières premières », a relevé Mohamadou Diallo. Dix pour cent des centres de données s'y trouvent déjà. Un point d'autant plus stratégique que l'information connaît des dérives et des failles sécuritaires depuis le boom des réseaux sociaux. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS : www.lesatda.com

Quelques temps forts du programme

Jeudi 15 décembre 11h45-13h Place du capital-investissement et du capital-risque dans la relance et la résilience économique de l'Afrique. Quel pourrait être le rôle de la Suisse ? Avec **Vincent Subilia**, directeur général de la CCIG.

15h30-16h30 Données personnelles/privées : quelles nouvelles formes de souveraineté et de confiance garanties grâce aux capacités de stockage et au traitement en terre africaine ?

Vendredi 16 décembre 11h15-12h15 Inclusion financière et identité digitale : défis et opportunités pour l'Afrique ?

14h30-15h30 Comment financer et soutenir les PME innovantes pour anticiper les besoins de demain ?

D'autres idées innovantes

En marge de cette conférence, signalons le « Digital African Tour » qui sert de plateforme d'expertise, de business et de diplomatie du numérique entre l'Afrique et le reste du monde. Plus de 80 entreprises ont été accompagnées en 12 ans grâce à un modèle de coopération gagnant-gagnant.

En partenariat avec « Hackers sans frontières », les ATDA ont prévu d'organiser le premier « HackMyNgo », destiné à promouvoir la modernisation des ONG. Objectif : susciter la création d'un espace inclusif de réflexion en vue de faire émerger les meilleures pratiques capables de faire face aux menaces croissantes des attaques cybernétiques. Une solution offerte aux ONG qui sont confrontées aux défis de modernisation de leurs systèmes d'information. L'intérêt est double : il s'agira d'impliquer les écosystèmes digitaux d'une part africains – dont plusieurs pays sont bénéficiaires des programmes des ONG – et d'autre part suisses parmi les pays donateurs afin de créer de l'émulation autour de l'innovation pour aider les ONG.

Du nouveau pour les investissements avec l'Indonésie

La faitière *economiesuisse* soutient l'accord de protection des investissements conclu avec l'Indonésie. En combinaison avec l'accord de libre-échange durable conclu par les Etats de l'AELE – dont la Suisse fait partie – avec l'Indonésie, entré en vigueur en 2021, il devrait permettre de renforcer la dynamique des entreprises suisses présentes sur place, mais aussi d'asseoir un développement durable dans les marchés émergents. **Le jeudi 8 décembre à 17h se tiendra, à la CCIG, un Market focus sur l'Indonésie. Save the date !** ■

Matières premières : recentrage de la Suisse

Le 23 septembre dernier, le Conseil fédéral a approuvé les accords internationaux de 2022 sur le café et le cacao. Ces traités entre pays consommateurs et producteurs ont permis de refondre les précédents textes datant de 1964. Par ailleurs, la Suisse s'est retirée du Comité consultatif international du coton (ICAC), se concentrant ainsi sur les deux secteurs considérés comme plus importants pour elle. Les importations de ces produits-ci ont triplé en valeur ces 30 dernières années. ■

Ces informations ont déjà paru dans la Lettre d'information du Commerce international que la CCIG diffuse une fois par mois. Pour vous inscrire à cette newsletter, envoyez un message à communication@ccig.ch en indiquant votre nom, prénom et entreprise. Vous pouvez également vous inscrire directement au bas de la page d'accueil du site de la CCIG, www.ccig.ch

La Suisse économique à la redécouverte de l'Inde



Guy Parmelin et Vincent Subilia lors de cette délégation.

Conduite par le conseiller fédéral **Guy Parmelin**, chef du Département de l'économie, de la formation et de la recherche, une importante délégation économique s'est rendue en Inde début octobre pour des réunions à haut niveau entre décideurs économiques et politiques.

Constituée d'une quarantaine de participants, dont plus de 30 étaient fédérés par *economiesuisse* sous la conduite de son président **Christophe Mäder**, cette mission avait pour objectif prioritaire de « remettre sur les rails » l'accord de libre-échange dont les négociations ont été engagées il y a déjà 14 ans.

À la faveur d'une réunion avec le ministre du commerce et de l'industrie indien, **Piyush Goyal**, les délégués helvétiques ont pu souligner les mérites que recèlerait un tel accord avec l'Inde, dont la puissance démographique conciliée à une augmentation du niveau de vie (et donc du pouvoir d'achat) constitue un relais de croissance d'importance pour la Suisse. Elle a aussi permis de rappeler certains défis, notamment en matière de propriété intellectuelle (sur le plan des acteurs de la pharma, en particulier) qu'il importera de relever.

Autre but de la délégation : assurer la promotion des entreprises suisses, notamment en matière de projets d'infrastructures, auprès d'acteurs économiques indiens (à l'instar de

Tata Consultancy Services, très actifs en Suisse où ce groupe d'un million de collaborateurs emploie plusieurs centaines d'ingénieurs). Un savoir-faire mis à l'honneur lors d'un forum organisé durant la première journée à Mumbai. Ce dernier s'est tenu en présence de *Switzerland Global Enterprise (S-GE)* – dont la CCIG est partenaire – comme de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV), réunis au sein de « Team Switzerland ».

Visite au siège indien de Firmenich

Enfin, cette mission a permis de rencontrer des entrepreneurs suisses et genevois installés sur place, en particulier Firmenich dont le siège indien a fait l'objet d'une visite du conseiller fédéral **Guy Parmelin**, en présence notamment de l'ambassadeur de Suisse en Inde, le **Dr Ralph Heckner**, et du consul général de Suisse à Mumbai, **Martin Maier**. Un réseau diplomatique suisse de grande qualité, qui a reçu la délégation à l'Ambassade de New Delhi à l'occasion d'une mémorable manifestation aux couleurs suisses, réunissant la communauté des affaires indo-suisse, représentée notamment par la Chambre de commerce indienne en Suisse.

Ce riche déplacement, auquel la CCIG était arrimée, a offert également la possibilité d'échanger avec la Chambre de commerce du Mumbai, plus ancienne et importante chambre indienne, dont le directeur général siège avec **Vincent Subilia** au sein du Conseil général de la Fédération mondiale des chambres. Une occasion de promouvoir le Congrès mondial des chambres (voir en page 7), lors duquel la CCIG se réjouit d'accueillir ses confrères indiens. Enfin, une réunion avec le directeur d'Invest India a également eu lieu lors de cette délégation résolument fructueuse et prometteuse. ■

Relations économiques Suisse-Inde : points principaux

- L'Inde est le deuxième plus grand partenaire de la Suisse en Asie après la Chine :
- L'or et les métaux précieux sont les catégories de marchandises les plus exportées depuis la Suisse (94.2 %).
- Les produits pharmaceutiques et chimiques sont les marchandises les plus importées d'Inde par la Suisse (42.2 %).
- Plus de 300 entreprises helvétiques présentes en Inde ont investi 5.9 milliards de francs jusqu'à fin 2020.
- Les négociations sur l'accord de libre-échange AELE-Inde ont débuté en 2008.
- De nouvelles négociations en vue d'un accord de protection des investissements ont lieu.

Source : SECO, fiche pays (juillet 2022)

Vie de la Cité

Déjeuner avec Madame la Maire de la Ville de Genève

À l'occasion d'un déjeuner exclusif, la CCIG a proposé un échange avec [Marie Barbey-Chappuis](#) sur les défis que rencontre la cité de Calvin. Bref retour sous forme de questions-réponses.



Madame la Maire, quels sont, pour vous, les grands enjeux auxquels est confrontée la Ville de Genève ?

Il s'agit en premier lieu de maintenir l'attractivité de notre commune. Les nouveaux pôles économiques du canton, comme celui de Lancy Pont-Rouge, attirent un certain nombre d'entreprises. C'est un défi pour la Ville de Genève de rester attractive afin de conserver les entreprises dans le canton mais aussi dans la commune. Si nous voulons développer des prestations dans le domaine culturel, sportif ou social, nous devons maintenir la substance fiscale sur notre territoire communal. Pour cela, nous pouvons agir sur différentes conditions cadre, la sécurité, la salubrité ou encore la mobilité.

L'autre enjeu consiste à être capable de concrétiser des projets d'envergure. Car ce sont eux qui font l'identité et la fierté d'une ville. Or,

Genève a tendance à se rêver internationale mais manque parfois d'audace et agit d'une manière très locale. Le refus de la Cité de la musique en votation en est un bon exemple. Toutefois, il faut reconnaître que tout n'est pas perdu : la rénovation du Grand Théâtre, la réalisation de la Plage des Eaux-Vives ou la mise en service du Léman Express démontrent que nous avons la capacité de développer de grands projets.

Les défis liés au vieillissement de la population ou encore au réchauffement climatique sont également des préoccupations permanentes. Nous devons inventer la ville de demain en tenant compte de ces deux éléments. Le développement de la ville dite « du quart d'heure » implique que chaque habitant puisse trouver commerces, services et infrastructures de loisirs dans son environnement immédiat. Cela permet de limiter les déplacements et répond aux enjeux du vieillissement car, avec l'avancée en âge, le territoire se rétrécit.

C'est aussi pour renforcer l'attractivité de notre ville que le Conseil administratif a créé une Délégation à l'économie, que j'ai l'honneur de présider cette année. Nous devons être à l'écoute des acteurs économiques – tels que la CCIG – afin de pouvoir prendre toutes les mesures qui relèvent de notre compétence pour préserver et renforcer notre tissu économique.

Plus spécifiquement, quels sont les enjeux pour votre département de la sécurité et des sports ?

L'urgence climatique implique des infrastructures respectueuses de l'environnement. La rénovation des infrastructures sportives est en ce sens un défi majeur. En effet, ces infrastructures d'envergure sont très vétustes et gourmandes en énergie. En parallèle, il convient de construire de nouvelles installations pour accompagner le développement de la pratique sportive. Les femmes et les seniors font beaucoup plus de sport aujourd'hui qu'il y a 10 ou 20 ans, et c'est heureux ! Mais nos infrastructures sont saturées. Le nouveau centre sportif des Eaux-Vives, qui devrait voir le jour en 2025 au centre de la ville, vise précisément à répondre à cette demande ainsi qu'à l'évolution démographique de la cité. Et nous travaillons déjà sur d'autres projets, notamment au Bout-du-Monde.

Par ailleurs, le glissement vers un climat méditerranéen conduit les habitants à rester plus souvent et plus longtemps à l'extérieur. Si l'on doit se réjouir que les habitants investissent l'espace public, cela engendre aussi des externalités négatives telles que l'augmentation du « littering » (ou déchets sauvages) et des nuisances sonores. Les tensions entre « la ville qui dort » et « la ville qui vit » devien-

nent donc de plus en plus fortes. Les conséquences sont qu'une pression plus grande est exercée sur la police municipale ainsi que sur les services de voirie.

Pour répondre à ce défi, il est d'abord nécessaire de stimuler le civisme et de trouver le juste équilibre entre prévention et répression. Ce n'est qu'ainsi que les gens respectent leur environne-

ment, le maintiennent propre et évitent les conflits avec le voisinage. Mais il ne faut pas se contenter de lutter contre les incivilités. Il importe aussi d'embellir notre cité, la rendre attractive et vivante. Une ville belle et animée toute l'année permet d'une part de donner envie aux habitants d'en prendre soin et d'autre part de faire en sorte que les Genevois puissent en être fiers. ■

Industrie-Genève

Les œuvres sociales ont besoin d'une logistique au top



Le magazine « Le Monde de Demain » diffusera en novembre sur Léman Bleu TV sa 38^e émission, qui traitera de la **logistique à but social**. Cette émission comprendra une interview de Thomas Stenger, fondateur de CHIP, société qui a développé des casiers connectés pour les livraisons de colis, ainsi que de **Marc Nobs**, directeur de la fondation Partage. Mais aussi un reportage à la fondation Pro Genève.

INDUSTRIE-GENÈVE.CH
#LE MONDE DE DEMAIN

Pour voir la 37^e émission du « Monde de demain », qui portait sur l'**aviation**, cliquez sur : <https://tinyurl.com/Lemondededemain37>



SPGI COMMERCIAL
PROPERTY
ADVISORS

Vernier Chemin Grenet 25

Locaux lumineux
Bureaux ouverts ou cloisonnés
Sanitaires, espace cuisine et salle IT
Espaces de stockage pour archivage
Vue dégagée sur le Salève
Places de parc disponibles (1 PP/23 m² loués)
Proche de la gare de Meyrin et des commodités

SPGI Geneva SA geneva.spgi.ch
Alexandre Schwab 022 707 46 75 | als@spgi.ch

À louer

Surfaces
Plug & Play
avec nombreuses
places de parc

IN ASSOCIATION WITH
CUSHMAN & WAKEFIELD

Commerce local

L'humour au service du commerce de détail genevois



(FRC), Genève Commerces et la Nouvelle Organisation Des Entrepreneurs (NODE).

Une campagne pleine d'humour

Pour Nathalie Hardyn, directrice du département politique de la CCIG, il convient de saluer « cette collaboration public-privé qui contribuera à la bonne santé économique de notre canton ». Cette campagne, qui est relayée par la CCIG, est au format exclusivement numérique. Elle comprend 12 épisodes vidéo, qui sont diffusés chaque semaine depuis le 10 octobre 2022 sur la page internet cekeleno.ge.ch et sur les réseaux sociaux. Ces vidéos, réalisées sous la forme de micros-trottoirs et animées par une brochette d'humoristes genevois, mettent en valeur les commerçants de différents quartiers et communes du canton. Le premier épisode suit l'humoriste **Alexandre Kominek** à la découverte des commerces du quartier de Plainpalais.

La CCIG se réjouit du déploiement de cette campagne à l'humour décalé, qui permet au public de découvrir ou redécouvrir l'univers de ces commerçants, leurs produits locaux et leur rôle-clé dans l'animation de la vie de quartier. Bref, un secteur important de l'économie genevoise. ■

■ VOIR LE SITE : www.ge.ch/teaser/cekeleno

Déployée en ligne et réalisée avec des humoristes genevois, la campagne **Cekelenô** se veut résolument locale ! Son objectif : favoriser les circuits courts et renforcer le lien social avec ceux qui animent et font vivre les quartiers.

Le commerce de détail est un secteur important du tissu économique genevois : il représente quelque 18 000 emplois dans le canton. Depuis plusieurs années, ce secteur fait face à de nombreux défis, notamment en raison de l'évolution des modes de consommation et des récentes crises. Afin de promouvoir la proximité, la diversité et l'accessibilité des petits commerces, le Grand Conseil a invité le Conseil d'Etat, au travers de la motion 2437, à concevoir, coordonner et diffuser une campagne de sensibilisation à l'attention de la population.

« Avec cette campagne, nous voulons rapprocher les Genevois de leurs commerces de proximité – qui offrent des produits et des services

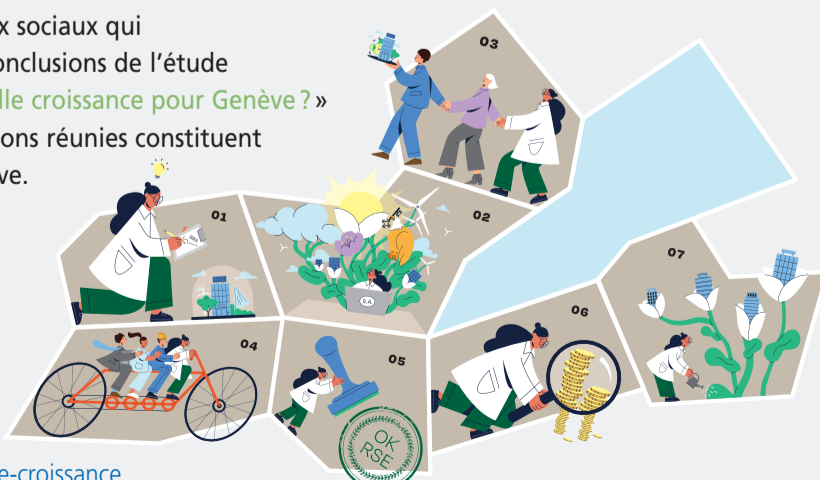
de qualité – pour renforcer la solidarité envers ceux qui animent et font vivre nos quartiers, a souligné la conseillère d'Etat **Fabienne Fischer**, chargée du Département de l'économie et de l'emploi, lors de la présentation de la campagne. Soutenir les filières locales en agissant sur l'ensemble de la chaîne économique nous semble aussi primordial ». Cette campagne est une première action d'importance – mise en place par la Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI) – pour promouvoir l'économie genevoise et le commerce de proximité.

Dans l'esprit de la motion 2437, cette campagne de promotion a été effectuée en étroite collaboration avec les commerçants genevois, les associations professionnelles et économiques ainsi que les faïtières du commerce : l'Association des artisans boulangers-confiseurs, la CCIG, la Fédération des Entreprises Romandes (FER Genève), la Fédération Romande des Consommateurs

Croissance économique

Quelle croissance pour Genève ?

La campagne sur les réseaux sociaux qui a présenté les principales conclusions de l'étude « **Le bien-être durable. Quelle croissance pour Genève ?** » est terminée. Les 7 illustrations réunies constituent la carte du canton de Genève.



■ POUR LIRE L'ÉTUDE : www.ccig.ch/publication/etude-croissance

Fiscalité des entreprises

Le dilemme de l'entrepreneur propriétaire de son entreprise



Isabelle Harsch, CEO de l'entreprise éponyme.

Lors de l'événement « **Les entrepreneurs genevois doivent-ils déménager dans le canton de Vaud ?** » organisé le 12 octobre dernier dans son entreprise, **Isabelle Harsch** a apporté son témoignage, aux côtés de la conseillère d'Etat en charge des finances **Nathalie Fontanet**. Interview de la CEO de la société familiale **Henri Harsch HH SA**, spécialisée dans les déménagements et transports d'œuvres d'art.

Quelle est la situation de votre entreprise ?

Je suis actionnaire à 100 % de HH, que j'ai rachetée à mon père il y a six ans lorsque j'en ai repris la direction. L'entreprise fait donc intégralement partie de ma fortune et elle est valorisée en fonction de ses fonds propres ainsi que des bénéfices qu'elle génère.

Quelles seraient justement vos attentes de cheffe d'entreprise ?

L'envie de développer mon entreprise, d'investir dans l'outil de production et d'aller décrocher de nouveaux marchés, c'est ce qui me caractérise en tant qu'entrepreneur. Pour procéder à des investissements et prendre des risques, j'ai

besoin d'avoir un bilan solide à montrer aux banques, pour qu'elles nous soutiennent dans les projets professionnels. Et pour cela, il faut avoir généré des profits. Or, la création de ces bénéfices va notablement augmenter la valorisation de l'entreprise et donc le montant de l'impôt sur la fortune payé par l'entrepreneur.

Vous dénoncez un cas de figure particulièrement absurde, lequel ?

Beaucoup d'entrepreneurs doivent se verser des dividendes comme complément de revenu pour s'acquitter de l'impôt sur la fortune, car les revenus ne suffisent pas toujours à payer l'entier des impôts. On voit bien le paradoxe : l'entreprise Harsch voudrait dégager des bénéfices pour montrer un bilan plus fort aux banques et se doter d'une bonne capacité d'emprunt. Or, elle doit verser des dividendes et donc réduire l'argent à disposition de l'entreprise pour payer l'impôt ! De plus, il convient de préciser que l'impôt sur la fortune taxe une valeur fictive de l'entreprise. Finalement, cette fortune que représente l'entreprise n'est pas disponible en cash, mais grève tout de même lourdement les revenus de l'entrepreneur en raison de cet impôt sur la fortune particulièrement élevé.

Et c'est aussi un combat pour le personnel de toutes les entreprises concernées ?

Oui, les investissements que stimulerait la création de profits sont fondamentaux, parce qu'ils permettent aux PME de préparer l'avenir, d'assurer les emplois et garantir leur pérennité ! ■

La CCIG est aussi sur Instagram



Responsabilité numérique des entreprises

Le numérique implique des responsabilités

L'Etat de Genève vient de lancer un programme destiné à sensibiliser les entreprises à leur responsabilité numérique. C'est en partenariat avec la CCIG et d'autres associations économiques que la Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI) a élaboré ce dispositif, qui permet de répondre aux défis que la responsabilité numérique implique pour l'économie.



La transition numérique, un des principaux enjeux actuels pour les entreprises, représente des opportunités inégalées de développement mais également des dangers et des risques (cyberattaques, e-réputation, sanctions en cas de divulga-

tion de données sensibles...). Ses impacts tant sur le plan environnemental que dans les domaines sociétal, éthique et économique doivent être pris en compte. La responsabilité numérique des entreprises (RNE) vient offrir des lignes

de conduite pouvant guider les dirigeants dans la mise en œuvre d'une démarche responsable dans le domaine digital.

Une formation offerte aux entreprises

La nouvelle formation mise sur pied par la DG DERI, financée par l'Etat de Genève, est entièrement gratuite. Elle comprend un **cours en ligne** avec vidéos, témoignages et outils qui engagent la réflexion, ainsi qu'une formation certifiante d'une journée donnée par la HEG de Genève.

Ludique et interactif, le module de formation en ligne permet de comprendre en quoi la RSE est importante pour l'entreprise, d'en maîtriser les principaux enjeux afin de pouvoir les retransmettre à ses équipes. Quant à la **formation certifiante**, elle est délivrée par des enseignants de la HEG Genève et s'articule autour de deux workshops. Le premier traite des bases réglementaires de la RNE et le second des enjeux environnementaux, économiques et sociaux qui y sont liés.

Un outil d'auto-évaluation portant sur les pratiques numériques des entreprises, conçu avec l'Université de Genève, viendra prochainement compléter cette offre de formation.

La CCIG se réjouit de cette possibilité pour les entreprises de s'approprier les normes de la RNE. Celles-ci seront en effet bientôt incontournables, que ce soit pour la protection des entreprises ou pour leur permettre de se différencier de la concurrence. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS: www.ge.ch/dossier/entreprises-numerique

13th WORLD CHAMBERS CONGRESS

GENEVA2023

SWITZERLAND, 21-23 JUNE



Inscriptions ouvertes !

Les inscriptions à ce Congrès qui attend plus de 2000 participants et orateurs du monde entier sont maintenant ouvertes.

Sur le thème : « Le multilatéralisme au service de la paix et de la prospérité », il se concentrera sur le rôle des entreprises et des chambres de commerce en tant que parties prenantes dans la revitalisation du multilatéralisme vu comme la clé d'une prospérité partagée et durable.

Les Membres de la CCIG bénéficient d'un tarif préférentiel (CHF 765.- au lieu de 900.-) jusqu'au 15 février 2023.

Inscriptions: 13wcc.iccwbo.org/registration/





START YOUR INTERNATIONAL CAREER



Double degree with University of Plymouth (UK)

BACHELOR AND MASTER PROGRAMS IN:

- International Management
- International Relations and Diplomacy
- Digital Media
- Business Analytics
- Computer Science



IUN.CH

in @ f

Agenda

EnGEux d'actu: en quête de solutions
Mercredi 23 novembre 2022 de 8h à 10h30 - CCIG

Aménagement du territoire: quelle place pour les entreprises?

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

Commerce international
Mercredi 23 novembre 2022 à 18h15 - Université de Genève

Et si l'UE devait oublier la Suisse? Imbroglia et embouteillage: comment en sortir?

Judi 1^{er} décembre 2022 de 17h30 à 21h - ISREC, Lausanne

Suisse-UE: comment sortir de l'impasse?

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

Rencontre du Management durable
Vendredi 25 novembre 2022 de 12h à 14h - CCIG

Vers un pilotage de la performance globale des organisations

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

Formations en Management
 Avec Cursus Formation

Mercredi 30 novembre, jeudi 1^{er} décembre et jeudi 15 décembre 2022 de 9h à 17h - CCIG

La négociation professionnelle

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

PARTENAIRES

OR

SKYNIIGHT SWISS RISK CARE
 BCGE groupe mutuel GONET BANQUIERS 1845

ARGENT

m3 GROUPE GED - COPIEURS - IT swisscom CGNI+
 devillard

m SC SOFTFINANCE BeVisible .SWISS MEDIAONE CONTACT
 GLOBAL REACH, LOCAL TOUCH

BRONZE

Allianz Protectas PORTS FRANCS Business School
 EXECUTIVE TRAVEL BALESTRAFIC integrail Groupe MIGROS
 JTI FLORIMONT SIG Vitol TP PUBLIESTE DA

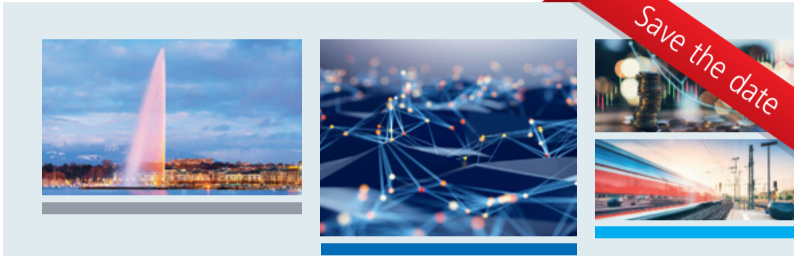
DURABILITÉ INTERNATIONAL JURIDIQUE HOSPITALITÉ INNOVATION COWORKING ENTREPOSAGE

SUCAFINA P&G EVERSHEDES SUTHERLAND Hilton microshare Regus SPACES Signature HARSCH

Réseautage
Judi 8 décembre 2022 de 7h30 à 9h30 - CCIG

7h30 de la Chambre

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch



Mardi 13 décembre 2022 dès 17h30 - Pavillon Sicli, à Genève

Evénement économique 2023

L'Evénement économique se veut le prolongement des réflexions amorcées dans l'Etude économique, qui cette année a pour titre: « Dynamisme entrepreneurial: des conditions cadre toujours favorables à Genève? » Il se compose traditionnellement de tables rondes, de conférences et d'échanges de haut niveau. Il est suivi d'un cocktail dînatoire permettant des rencontres d'affaire.

IMPRESSUM

CCIGinfo
 Bulletin d'information destiné aux Membres de la CCIG.
 Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition:
 Alexandra Rys

Rédaction:
 Mohamed Atiek, Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier, Béatrice Ojeda, Alexandra Rys, Vincent Subilia, Morgan Tinguely

Publicité:
 HP media SA, tél. 022 786 70 00

Conception: ROSS graphic design

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations: publications@ccig.ch

CCIG
 Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Maison de l'économie
 Bd du Théâtre 4 - 1204 Genève
 Tél. + 41 (0)22 819 91 11
 Fax + 41 (0)22 819 91 00
www.ccig.ch

MIXTE
 Papier issu de sources responsables
 FSC® C154575

myclimate

"BEAUTY LIES IN THE DETAILS OF THE GRANDEST STRUCTURES, AND THE FINEST." ORAÏTO, CREATOR OF SHAPES, WEARS THE VACHERON CONSTANTIN PATRIMONY.

VACHERON CONSTANTIN | ONE OF NOT MANY.
 GENÈVE